

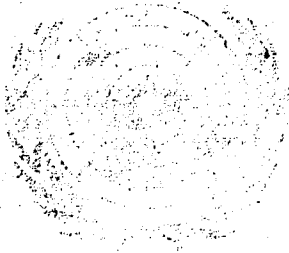
NATIONS UNIES



CONSEIL DE TUTELLE

QUESTIONNAIRE PROVISOIRE

**Approuvé par le Conseil de tutelle
à la vingt-cinquième séance de sa
première session, le 25 avril 1947.**



T/44

8 mai 1947

Au cours de la vingt-cinquième séance de sa première session, le 25 avril 1947, le Conseil de tutelle a approuvé le rapport suivant du Comité ad hoc chargé de la préparation d'un questionnaire type qui, conformément à l'Article 88 de la Charte des Nations Unies, servirait de base pour l'élaboration des premiers rapports annuels sur les Territoires sous Tutelle fournis par les Autorités chargées de l'administration.

RAPPORT PRESENTE AU CONSEIL DE TUTELLE PAR LE COMITE CHARGE DE LA PREPARATION D'UN QUESTIONNAIRE

Au cours de sa quinzième séance, tenue le 14 avril 1947, le Conseil de tutelle a décidé de confier à un comité restreint la tâche d'étudier les projets de questionnaires dont il était saisi et d'établir un modèle de questionnaire type qui serait soumis à l'examen du Conseil.

Le Comité, composé des représentants de l'Australie, des Etats-Unis d'Amérique, du Mexique et du Royaume-Uni, a tenu onze séances, sous la présidence du représentant de l'Australie. Conformément à son mandat, il a étudié les quatre documents, soumis respectivement par la délégation du Royaume-Uni (document T/6), la délégation de la France (document T/11), la délégation des Etats-Unis (document T/24) et le Secrétariat (document T/9), ainsi que le Questionnaire de la Commission permanente des Mandats. Pour les parties du Questionnaire qui intéressent respectivement l'Organisation internationale du Travail et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, il a pu également bénéficier de la collaboration des représentants de ces organismes.

A la suite de ses discussions, le Comité soumet au Conseil un projet de modèle de Questionnaire qui est joint au présent rapport. Ce faisant, le Comité tient à faire remarquer que ce Questionnaire, une fois approuvé, devrait nécessairement être considéré comme provisoire et comme devant, dans une grande mesure, être utilisé à titre d'essai.

L'expérience pratique tirée de la préparation des premiers rapports annuels fondés sur un Questionnaire de ce genre permettrait, sans aucun doute, des améliorations au cours des années qui suivront. Le Comité pense que les autorités locales elles-mêmes seront en mesure de donner des conseils sur la manière la plus satisfaisante de présenter les renseignements désirés et suggérer d'autres questions qui offriraient plus d'intérêt par rapport à la situation locale.

Jusqu'à présent, les Territoires sous Tutelle étaient tous administrés en vertu d'un mandat de la Société des Nations et des rapports annuels étaient régulièrement soumis au Conseil de la Société. Pour des raisons évidentes, il n'a pas été possible, cependant, de présenter et de publier des rapports de ce genre pendant les années de guerre. Afin d'assurer la continuité dans les rapports officiels sur ces Territoires—dans les cas où cela n'a pas déjà été fait—le Comité suggère que le Conseil de tutelle invite les Autorités chargées de l'administration à joindre à leur premier rapport annuel sur chaque Territoire un bref compte rendu des faits principaux survenus dans les divers

domaines de l'administration de ces Territoires pendant la période pour laquelle il n'a pas été soumis de rapport à la Société des Nations.

Pour les mêmes motifs, on pourrait demander aux Autorités chargées de l'administration, comme cela est indiqué à la Section I du Questionnaire¹, de fournir des exemplaires de toutes les publications: lois, règlements, etc., faites par l'administration locale ou par le Gouvernement métropolitain au cours de l'année. Il importe que l'Organisation des Nations Unies possède dans ses archives un jeu complet de documents de ce genre, spécialement ceux qui ont trait à la législation, parce que des lois pourraient à l'avenir prendre la forme d'amendements à des mesures introduites pendant les années de guerre et elles risqueraient d'être inintelligibles si on ne pouvait se reporter à la législation de base. En ce qui concerne les publications de cette nature: textes législatifs, etc., qui étaient communiqués auparavant à la Société des Nations, on pourrait demander au Secrétariat d'indiquer aux Autorités chargées de l'administration quels sont exactement les documents qu'il conviendrait de communiquer. Il ne paraît pas nécessaire, cependant, de demander le texte des mesures législatives spéciales qui ont pu être introduites uniquement pour les besoins du temps de guerre et qui ont déjà été abrogées.

Enfin, le Comité désire attirer l'attention du Conseil sur la suggestion qu'a formulée le représentant du Mexique et selon laquelle l'Autorité chargée de l'administration serait invitée à fournir dans les rapports annuels, autant que possible, des schémas sur les diverses activités administratives ainsi que les photographies dont on pourrait disposer et qui illustreraient d'une manière appropriée les différents aspects de l'administration et de la vie de la population dont traitent les rapports annuels.

NOTE

Le Conseil de tutelle, en approuvant le Questionnaire, dont le texte suit, a souligné son caractère provisoire. Ce Questionnaire est transmis aux Autorités chargées de l'administration pour servir de base à la rédaction de leurs premiers rapports annuels sur les Territoires sous Tutelle; il est entendu qu'à la session du Conseil qui aura lieu en novembre 1947, il sera révisé et, le cas échéant, adapté aux conditions particulières de chaque Territoire.

¹ Voir la Section I, *Publications*, page 16.

TABLE DES MATIERES

	Pages		Pages
A. INTRODUCTION: COURT CHAPITRE DESCRIPTIF	5	G. PROGRÈS SOCIAL— <i>suite</i>	
B. STATUT DU TERRITOIRE ET DE SES HABITANTS:		Stupéfiants	14
Statut du Territoire	5	Alcool et boissons fermentées	14
Statut des habitants	5	Population	14
C. RELATIONS INTERNATIONALES ET RÉGIONALES	5	Services sociaux	14
D. PAIX ET SÉCURITÉ INTERNATIONALES; ORDRE PUBLIC:		Logement et urbanisme	14
Paix et sécurité internationales...	5	Organisation pénitentiaire	14
Maintien de l'ordre public.....	5	H. SITUATION DE L'ENSEIGNEMENT:	
E. PROGRÈS POLITIQUE:		Généralités	15
Administration générale	6	Ecoles et programmes	15
Organisation judiciaire	6	Elèves	15
F. PROGRÈS ÉCONOMIQUE:		Corps enseignant	15
Généralités	6	Education des adultes et de la communauté	16
Finances publiques, monnaie et crédit	7	I. PUBLICATIONS	16
Impôts	7	J. RECHERCHES	16
Commerce et négoce	8	K. SUGGESTIONS ET RECOMMANDATIONS..	16
Monopoles	8	L. RÉSUMÉ ET CONCLUSIONS	16
Terre et richesses naturelles	9		
Forêts et mines	9	ANNEXE STATISTIQUE	
Agriculture, pêche et élevage	9	I. POPULATION	16
Industrie	9	II. STRUCTURE ADMINISTRATIVE	17
Placements de capitaux	10	III. ADMINISTRATION JUDICIAIRE ET PÉNITENTIAIRE	17
Transports et communications	10	IV. FINANCES PUBLIQUES	17
Travaux publics	10	V. IMPÔTS	17
G. PROGRÈS SOCIAL:		VI. COMMERCE	17
Généralités	10	VII. ENTREPRISES ET ÉTABLISSEMENTS COMMERCEAUX	17
Conditions sociales	10	VIII. LOGEMENT	17
Niveaux de vie	11	IX. PRODUCTION:	
Condition de la femme	11	A. Agriculture	17
Droits de l'homme et libertés fondamentales	11	B. Mines	17
Conditions et réglementation du travail	11	C. Industrie	17
Santé publique	13	D. Pêcheries	17
Salubrité publique	14	E. Autres	17
		X. MAIN-D'ŒUVRE	17
		XI. COÛT DE LA VIE	18
		XII. SANTÉ PUBLIQUE	18
		XIII. INSTRUCTION	18

QUESTIONNAIRE PROVISOIRE

A. Introduction: court chapitre descriptif

1. Caractères géographiques généraux.

a) Géographie physique, superficie, caractéristiques physiques, climat;

b) Géographie politique, frontières, divisions administratives, villes (grandes et petites), etc.

2. Renseignements généraux concernant la composition ethnique de la population.

3. Caractéristiques principales de la structure raciale, linguistique, religieuse et sociale de la population.

4. Ressources naturelles, flore, faune et caractère fondamental de l'économie (voir les détails plus loin dans un chapitre spécial).

5. Court aperçu historique chronologique et principaux événements de l'année.

B. Statut du Territoire et de ses habitants

Statut du Territoire

6. Quelles sont les bases de l'administration dans le droit international et dans le droit constitutionnel? Existe-t-il une loi organique par laquelle l'Autorité chargée de l'administration a fixé et défini le statut du Territoire sous Tutelle? Signaler les modifications qui ont pu être apportées à cette loi organique.

7. Quelle est la nature du système législatif, administratif et judiciaire et, en particulier:

a) La nature et la composition des organes législatifs (ou autres organismes représentatifs), exécutifs et judiciaires, en ce qui concerne notamment la participation de la population locale;

b) La méthode selon laquelle est assurée la représentation populaire, en particulier, la capacité électorale et l'importance du corps électoral par rapport à la population totale;

c) Les institutions du gouvernement local, et la mesure dans laquelle le Territoire jouit de l'autonomie législative, administrative et budgétaire?

Définir l'étendue et le caractère des pouvoirs des organes législatifs et exécutifs ainsi que l'étendue et le caractère des pouvoirs de contrôle détenus et exercés par le chef de l'administration et par d'autres fonctionnaires ou organismes officiels du Territoire.

Statut des habitants

8. Quel est le statut national spécial qui a été conféré aux autochtones? Quel est le terme consacré par le droit ou par l'usage pour désigner ce statut spécial et comment ce terme est-il défini?

9. De quelle nature est la citoyenneté conférée aux habitants des deux sexes et quels sont les droits et devoirs afférents à cette citoyenneté?

10. La population du Territoire jouit-elle, dans le territoire métropolitain, de l'Autorité chargée de l'administration et dans ses colonies, protectorats ou autres territoires placés sous sa dépendance, des mêmes garanties, en ce qui concerne la protection de leurs personnes et de

leurs biens, que la population des dites colonies, protectorats et autres territoires placés sous la dépendance de l'Autorité en question? Dans la négative, quel est le traitement qui leur est accordé à cet égard?

11. Quel est le statut des collectivités d'immigrants?

12. Y-a-t-il un registre de l'état civil dans le Territoire? L'enregistrement des naissances et des décès est-il obligatoire? S'il y a des exceptions, pour quelles raisons? Jusqu'à quel point a-t-on réussi à faire appliquer les règlements relatifs à l'état civil?

C. Relations internationales et régionales

13. Enumérer les traités, conventions et autres accords internationaux qui s'appliquent au Territoire. Indiquer dans chaque rapport annuel lesquels de ces traités, conventions et autres accords ont été conclus au cours de l'année sous revue.

14. Quelles dispositions l'Autorité chargée de l'administration a-t-elle prises en ce qui concerne la coopération du Territoire avec les organes des Nations Unies et les institutions spécialisées?

15. Quelle a été l'activité exercée dans le Territoire par les institutions non-gouvernementales de caractère international?

16. Quelle coopération et quelles relations d'ordre général ont, le cas échéant, été établies avec des territoires voisins relevant de l'Autorité chargée de l'administration ainsi qu'avec d'autres territoires, en matière politique, administrative, économique, scientifique, technique et culturelle?

17. Quelles sont les dispositions qui, le cas échéant, ont été prises pour associer ou fédérer le Territoire avec d'autres territoires en matière douanière, fiscale ou administrative?

D. Paix et sécurité internationales; ordre public

Paix et sécurité internationales

18. Quelles obligations l'Autorité chargée de l'administration a-t-elle assumées à l'égard du Conseil de sécurité en ce qui concerne le Territoire?

Maintien de l'ordre public

19. Quelles sont les forces entretenues en vue du maintien de l'ordre intérieur? Quels sont leurs organisation, recrutement, conditions de service, nationalité, équipement et ressources? Quel est le montant des dépenses annuelles afférentes au maintien de l'ordre public? Indiquer les armes et les munitions importées pendant l'année pour les besoins locaux.

20. Y a-t-il eu des cas de violence ou de désordre collectifs qui aient nécessité l'emploi de forces de police ou de forces militaires? Quelles ont été les causes de ces violences ou de ces désordres? Quelles mesures ont été prises à l'égard de ces manifestations et pour en supprimer les causes?

E. Progrès politique

Administration générale

21. Quelles mesures législatives ou autres ont été prises pendant l'année pour favoriser, conformément à l'Article 76 b) de la Charte, le progrès politique du Territoire, spécialement vers la capacité à s'administrer lui-même ou vers l'indépendance?

22. Indiquer brièvement, si possible par un schéma, la structure de l'administration du Territoire, en donnant le détail du personnel, des responsabilités et des fonctions de chaque service.

23. Indiquer, s'il y a lieu, les modifications qui se sont produites dans la composition du personnel.

24. Donner un bref aperçu des lois et règlements concernant le droit de suffrage et exposer d'une façon détaillée leur application aux hommes, aux femmes et aux groupes raciaux.

25. Montrer, au moyen de tableaux statistiques, si possible, la mesure dans laquelle les autochtones prennent part à l'administration générale, les fonctions qu'ils remplissent et les conditions dans lesquelles ils sont employés.

26. Expliquer brièvement les différentes coutumes qui déterminent le comportement et les conditions de vie dans les groupes autochtones et indiquer jusqu'à quel point l'administration du Territoire les reconnaît. Dans quelle mesure ces coutumes ont-elles été mises en application par la création de représentants gouvernementaux, conseils et organisations judiciaires autochtones, et autres mesures destinées à aider la population du Territoire à réaliser progressivement dans les domaines matériel et culturel, son évolution vers la capacité à s'administrer elle-même ou l'indépendance, comme le prescrit la Charte?

27. Décrire brièvement l'organisation des activités administratives qui s'exercent dans ce domaine aux divers stades, les connaissances exigées du personnel et les mesures prises en vue de sa formation; faire rapport annuellement sur l'activité déployée et les progrès accomplis.

Organisation judiciaire

28. Décrire l'organisation judiciaire tant pour le civil que pour le criminel, y compris le système d'appel. Observe-t-on certaines distinctions d'après le sexe ou la race? Quelle est la langue officielle des tribunaux et cours de justice? Emploie-t-on d'autres langues (c'est-à-dire des dialectes autochtones) dans ces tribunaux et cours de justice?

29. Comment sont constitués les cours et tribunaux des diverses instances? En ce qui concerne les différentes catégories de cours de justice et de tribunaux, quelles personnes peuvent être appelées à en faire partie, quel est leur statut? A qui revient le droit de nommer ou de révoquer les membres? Est-ce que des fonctionnaires exerçant des fonctions administratives ou législatives exercent aussi des fonctions judiciaires? Si oui, quelles sont-elles?

30. Quelle est la procédure d'instruction et de jugement employée pour régler les affaires?

31. Les cours et les tribunaux appliquent-ils la coutume locale? Si oui, dans quels cas et sous quelles conditions?

32. Tous les éléments de la population ont-ils le droit de siéger dans les cours et tribunaux, par exemple, à titre de juges, assesseurs, avocats ou jurés?

33. L'organisation judiciaire comprend-elle des tribunaux composés exclusivement d'éléments autochtones? Quelle est leur compétence? Peuvent-ils infliger des peines que la loi ne prévoit pas? Comment applique-t-on les peines qu'ils prononcent?

34. De quelle manière l'Autorité administrative a-t-elle assuré l'égalité de traitement des ressortissants de tous les Etats Membres des Nations Unies quant à l'administration de la justice?

F. Progrès économique

Généralités

35. Donner un résumé général de la situation économique du Territoire pendant l'année, en insistant particulièrement sur tous les faits exceptionnels, favorables ou défavorables.

36. Quels sont les programmes de mise en valeur en cours de réalisation et ceux qui ont été entrepris, achevés ou envisagés au cours de l'année? Indiquer leur étendue, les méthodes d'organisation, d'administration et de financement, ainsi que le degré et les méthodes de contrôle public de ces programmes. Dans quelle proportion dispose-t-on de capitaux privés et publics pour le financement de ces programmes? Quelle est l'importance et l'origine des achats gouvernementaux de biens de production nécessaires au progrès économique?

Quelles méthodes applique-t-on ou envisage-t-on pour diriger ou encourager les investissements dans le Territoire?

37. Dans quelle mesure le Gouvernement, des entreprises privées, ou une action commune de l'un et des autres favorisent-ils le développement des ressources naturelles en vue du progrès économique des habitants, dans le domaine de l'agriculture, de la sylviculture, de la pêche, de l'industrie minière, des sources d'énergie, de l'irrigation et dans d'autres domaines?

38. Quels sont les études principales, les enquêtes spéciales ou les programmes de recherche relatifs au progrès économique, y compris les investissements, en voie d'exécution, achevés, entrepris ou envisagés au cours de l'année? En indiquer les résultats absolus et relatifs.

39. Existe-t-il un système de planification ou de mesures administratives pour le progrès économique (dans le cadre du Gouvernement du Territoire ou de l'Autorité chargée de l'administration)? Dans quelles conditions la participation des autochtones est-elle prévue? Dans quelle mesure les institutions internationales appropriées participent-elles à ces programmes?

40. Quelles ont été les mesures prises par l'Autorité chargée de l'administration pour mettre en vigueur les dispositions de l'Article 76 d) de la Charte, relatives à l'égalité de traitement dans le domaine économique?

41. Quelles sont les formes de l'activité économique assurées dans le Territoire par les nationaux ou par des groupements ou des associations de ressortissants d'Etats Membres des Nations Unies autres que l'Autorité chargée de l'administration?

42. Existe-t-il des groupes non-autochtones jouissant d'une situation spéciale dans une branche quelconque de l'économie du Territoire? Dans l'affirmative, indiquer leur situation ainsi que leur statut.

43. Quels sont, d'une manière générale, la politique et les objectifs économiques de l'Autorité chargée de l'administration à l'égard des divers groupes ethniques? Préciser ce qui suit:

a) A-t-on pris ou envisagé des mesures pour protéger dans le domaine économique des groupes autochtones relativement faibles?

b) A-t-on pris ou envisagé des mesures en vue du transfert progressif aux éléments autochtones de certaines des attributions réservées aux éléments non-autochtones dans l'économie du Territoire?

44. Quelle est la nature et l'étendue des concessions que l'Autorité chargée de l'administration a pu consentir?

45. Quel est le statut des entreprises possédées ou gérées par l'Autorité chargée de l'administration ou par ses nationaux dans le Territoire?

46. Dispose-t-on d'évaluations du revenu national? Si oui, en indiquer les chiffres pour les dernières années.

47. Donner un aperçu sommaire des conséquences sociales de l'évolution économique des dernières années.

Finances publiques, monnaie et crédit

48. Indiquer les principaux postes de recettes du Gouvernement, en distinguant les sources principales et en précisant notamment les avances ou prêts consentis par l'Autorité chargée de l'administration. Donner les principaux postes de dépense du Gouvernement, en analysant les dépenses afférentes aux services administratifs (y compris les services judiciaires et législatifs) et aux services sociaux, économiques et d'enseignement.

49. Envoyer le budget détaillé de l'exercice en cours ainsi qu'un document semblable pour le dernier exercice clos. Préciser de quelle manière le budget est dressé, approuvé et appliqué. Joindre un tableau comparatif du total des recettes et des dépenses, chapitre par chapitre, pour chacune de ces cinq dernières années.

50. Les dépenses ordinaires et extraordinaires ont-elles été couvertes par les recettes budgétaires ou d'une autre manière, par emprunt, ou par subsides de l'Autorité chargée de l'administration? A quelles conditions les emprunts et les subsides sont-ils consentis?

51. Quel est le montant total et annuel des avances et subventions accordées au Territoire par l'Autorité chargée de l'administration? Dans quelle mesure et de quelle façon ces subventions ont-elles été utilisées?

52. Quel est le bilan du Territoire, y compris les emprunts, les dettes et les réserves? Joindre les chiffres de ces cinq dernières années.

53. Quelle est l'organisation générale du système monétaire, du système bancaire et du crédit du Territoire?

54. Quels sont les lois et règlements régissant l'émission et la circulation de la monnaie? Quelle est la couverture de la circulation fiduciaire? Quelle est la banque d'émission ou autre institution autorisée à émettre de la monnaie? Qui perçoit le seigneurage?

55. Quelle est la quantité de monnaie en circulation et quel est le montant des dépôts dans les banques et les caisses d'épargne? Donner le nombre des banques, les pays où elles sont enregistrées, et indiquer leur capital, y compris les banques agricoles, industrielles et de crédit ainsi que les sociétés coopératives de crédit.

56. Quelles sont les facilités bancaires dont peuvent disposer les déposants et petits emprunteurs? Indiquer les taux d'intérêt.

57. Quelles sont les facilités de crédit accordées pour améliorer les méthodes de production et encourager le développement agricole et industriel du Territoire?

58. A quel règlement le change est-il soumis? Quelles sont les restrictions, s'il en existe, au libre transfert de la monnaie et quelles fluctuations les cours des changes ont-ils subies au cours de l'exercice financier? Existe-t-il un cours des changes officiel ou obligatoire entre la monnaie locale et la monnaie métropolitaine?

Impôts

59. Décrire les systèmes et la politique adoptés en matière d'impôts ainsi que la façon dont s'opèrent la gestion et la perception des impôts, y compris les droits d'appel administratif et judiciaire. Indiquer si les étrangers (individus ou compagnies) sont soumis en matière d'impôts à des mesures autres que celles qui sont applicables aux ressortissants de l'Autorité chargée de l'administration.

60. Quelles sont les impôts directs—tels que capitation, impôt sur le revenu, impôt foncier ou impôt sur la propriété bâtie—qui sont en vigueur? Ces impôts s'appliquent-ils uniformément à toutes les catégories de la population?

61. Les impôts directs se paient-ils individuellement ou collectivement? S'appliquent-ils à tous les autochtones sans distinction ou seulement aux adultes mâles valides? Le taux d'imposition est-il le même dans toute l'étendue du Territoire, ou varie-t-il suivant les districts? Les impôts sont-ils payés en nature, par corvée, en espèces, et dans quelles proportions? Quelles sont les sanctions en cas de non paiement de l'impôt?

62. Impose-t-on le travail obligatoire en cas de défaut de paiement des impôts en espèces ou

en nature? Dans l'affirmative, sur quelle base calcule-t-on l'équivalence? Au cours de l'année, combien d'individus se sont-ils acquittés de cette façon de leurs obligations fiscales?

63. Une portion de cet impôt est-elle remise aux autorités ou communautés tribales ou retenue par elles? Les chefs sont-ils rémunérés par l'administration?

64. Les chefs sont-ils autorisés à lever un tribut ou autres impôts en espèces, en nature ou sous forme de travail? Dans ce cas, ce tribut s'ajoute-t-il aux impôts du Gouvernement?

65. Existe-t-il des impôts indirects autres que les droits d'entrée, de sortie et de transit? Les impôts intérieurs ne sont-ils applicables qu'aux produits indigènes?

Commerce et négoce

66. Quels sont les accords commerciaux internationaux conclus au cours de l'année par l'Autorité chargée de l'administration pour le compte du Territoire et comment ces accords ont-ils été exécutés?

67. Le Territoire fait-il partie d'une union douanière avec la métropole ou avec les colonies et dépendances avoisinantes relevant de l'Autorité chargée de l'administration? Si oui, comment les recettes et les dépenses douanières sont-elles réparties?

68. Des accords douaniers sont-ils en vigueur avec les territoires voisins? Si oui, quelles sont les clauses principales de ces accords? Accordet-on des remises ou des concessions sur les droits de douane?

69. Quelle est la structure générale de la vie commerciale? Donner, si possible, des statistiques comparées des entreprises autochtones et non-autochtones.

70. Quelles méthodes ont été employées pour développer le commerce extérieur dans l'intérêt de la population autochtone?

71. Quelles sont les traits saillants du commerce intérieur du Territoire?

72. De quelle façon s'opère, à l'intérieur du Territoire, la distribution des produits locaux et des produits importés? Quelle est son efficacité, et quelles améliorations lui a-t-on apportées ou envisage-t-on de lui apporter?

73. Quelle est l'importance, l'organisation et la gestion en matière de commerce, extérieur et intérieur, des institutions gouvernementales de commerce ou des organismes sur lesquels le Gouvernement exerce un contrôle effectif? Dans quelles proportions le commerce total extérieur et intérieur du Territoire est-il contrôlé par ces institutions et organismes?

74. Quelles sont les sociétés qui opèrent dans le Territoire? Où sont-elles enregistrées; paient-elles des impôts dans le Territoire? Certaines sociétés sont-elles exonérées du paiement de l'impôt ou jouissent-elles de concessions particulières à cet égard?

75. Quelles sont les méthodes de vente utilisées par les entreprises d'exportation et d'importation?

76. Dans quelles mesures le Gouvernement a-t-il développé l'emploi des méthodes coopératives pour le service commercial des exportations?

77. Quelle est la nature des relations douanières avec le territoire métropolitain de l'Autorité chargée de l'administration et les autres pays? En particulier, les importations et exportations du Territoire bénéficient-elles d'un traitement privilégié à l'égard du territoire métropolitain de l'Autorité chargée de l'administration, de ses colonies et autres dépendances?

Quelle politique a-t-on poursuivie et quels changements a-t-on introduits au cours de l'année, en ce qui concerne les restrictions douanières suivantes, y compris celles qui auraient un caractère discriminatoire:

a) Droits de douane ou autres droits sur les marchandises à l'entrée ou à la sortie;

b) Licences et contingents d'importation et d'exportation;

c) Subventions directes ou indirectes?

78. Quelles mesures a-t-on adoptées ou jugé nécessaires d'adopter pour mettre les producteurs de marchandises destinées à l'exportation à l'abri des fluctuations de la demande mondiale (par exemple, création d'une masse de manœuvre, modification de l'économie du Territoire dans le sens d'une plus grande variété de ressources, etc.)?

Monopoles

79. Comment sont organisés et comment fonctionnent les monopoles fiscaux ou administratifs qui ont pu être institués?

80. Quels sont les monopoles privés ou les entreprises privées comportant un élément de monopole qui fonctionnent dans le Territoire?

Pour chacun de ces monopoles privés ou entreprises privées comportant un élément de monopole, indiquer:

a) Dans quelle mesure le monopole en question est-il indispensable à la mise en marche, dans l'intérêt des habitants, d'un type particulier d'entreprise économique utile?

b) Pour quelle proportion du total des ressources, du commerce, etc. du Territoire, le monopole en question a-t-il été accordé?

c) Quand, et pour quelle durée le monopole a-t-il été accordé? Sur quelle base cette durée a-t-elle été déterminée?

d) A quels particuliers ou à quelles entreprises le monopole a-t-il été accordé, et en vertu de quelles lois ou de quels règlements? La population autochtone est-elle admise à participer aux monopoles, et dans quelle mesure?

e) Comment le monopole est-il organisé et comment fonctionne-t-il?

f) Dans quelles conditions est-il soumis au contrôle public?

g) Quelles mesures ont été prises pour s'assurer qu'il n'y ait aucune discrimination fondée sur la nationalité à l'égard des Membres de l'Organisation des Nations Unies ou de leurs ressortissants?

Terre et richesses naturelles

81. Donner des détails sur toutes les études géologiques du Territoire faites par l'Autorité chargée de l'administration et, si possible, sur celles qui ont été publiées par des organismes privés au cours des dernières années.

82. Quelles mesures ont été prises pour la conservation des ressources naturelles, notamment les terres et les ressources minérales, selon des principes rationnels au bénéfice de tous les habitants du Territoire? Existe-t-il des projets de récupération du sol?

83. Quelles sont les lois et coutumes concernant le régime foncier des autochtones? Sont-elles uniformes dans tout le Territoire? Jusqu'à quel point les formes traditionnelles du régime foncier et des lois successorales ont-elles entravé l'adoption de meilleures méthodes de culture ou de protection du sol?

84. Donner des détails sur les lois et conditions en matière foncière qui intéressent la population non-autochtone, en particulier sur les mesures prises pour la protection des autochtones, l'enregistrement et le transfert des droits de propriété et, d'une manière générale, les transactions en matière de terrains.

85. Indiquer s'il existe une insuffisance de terres pour la population dans une partie quelconque du Territoire, et préciser les facteurs qui ont provoqué cette situation. Quelles mesures a-t-on prises ou sont envisagées pour y remédier?

86. A quelles conditions générales l'Autorité chargée de l'administration acquiert-elle des terres pour des usages publics? Le cas échéant, dans quelle mesure et à quelles fins a-t-on acquis des terrains dans le courant de l'année?

87. Quelle est la superficie des terrains que possèdent:

a) Les habitants autochtones (indiquer, si possible, s'ils possèdent ces terrains à titre individuel ou en communauté);

b) Le Gouvernement;

c) D'autres habitants non-autochtones classés par pays d'origine.

Quel pourcentage des terres que possèdent les habitants non-autochtones est utilisé pour la production?

Quelle proportion de ces terres est donnée à bail?

88. Quelle est approximativement la répartition des terres du Territoire suivant les catégories suivantes: a) terres arables; b) forêts; c) pâturages et prairies; d) terrains miniers en exploitation; e) terres en friche et autres?

89. L'endettement de la population rurale constitue-t-il un problème grave et, si tel est le cas, quelles sont les mesures qui ont été prises à ce sujet?

Forêts et mines

90. Donner les dispositions essentielles de la législation forestière, s'il en existe une. Prévoit-elle la protection des forêts et le boisement de terrains déboisés ou en friche?

91. Donner un bref aperçu de l'importance que présentent, dans l'économie du Territoire,

les produits forestiers destinés à l'exportation et à l'usage intérieur.

92. Quelles sont les ressources minérales connues, concédées et effectivement exploitées par le Gouvernement du Territoire ou par des personnes ou entreprises privées.

93. Comment sont déterminés les droits sur les ressources du sol et du sous-sol? Quelles mesures a-t-on prises pour procurer aux habitants le bénéfice de ces ressources?

94. Quelles sont les dispositions principales de la législation sur les mines?

95. Quelles mesures a-t-on prises pour remettre en état les parties du sol endommagées par les opérations minières?

Agriculture, pêche et élevage

96. En quoi consistent l'organisation et l'administration des services publics pour l'agriculture, la pêche et l'élevage?

97. Quels sont les changements importants survenus au cours de l'année dans la superficie consacrée aux principaux produits agricoles ou dans la quantité de ces produits?

98. Quelle est la proportion du sol arable consacrée à des récoltes qui ne sont pas destinées à l'exportation?

99. Dans quelle mesure a-t-on appliqué des méthodes de culture modernes et quelles sont les possibilités d'avenir?

100. Dans quelle mesure le Territoire est-il déficitaire en ce qui concerne son ravitaillement? Quelles sont les principales sources de ravitaillement et les principales déficiences?

101. La loi oblige-t-elle la population autochtone à faire des cultures vivrières ou des cultures économiques dans son propre intérêt? Dans l'affirmative, fournir des explications détaillées.

102. Quelles mesures a-t-on prises pour combattre ou prévenir les maladies des plantes et des animaux? A-t-on pris des mesures à cet égard en collaboration avec les territoires voisins?

103. La pêche constitue-t-elle une source importante de ravitaillement? Y a-t-il une industrie du poisson et (ou) une exportation de poisson du Territoire? Quelles mesures a-t-on prises pour assurer la conservation des ressources en poisson et leur distribution dans les parties du Territoire éloignées des lieux de pêche? Pourrait-on sensiblement développer la pêche dans l'avenir?

104. Que fait-on ou qu'envisage-t-on de faire pour développer chez les autochtones, et dans leur intérêt, les industries de la pêche maritime et des coquillages et industries analogues?

105. Quel genre d'élevage fait-on et à quelles fins? La quantité et la qualité du bétail constituent-elles un problème grave? Dans l'affirmative, quelles mesures a-t-on prises pour résoudre ce problème?

106. Existe-t-il, dans le Territoire, une industrie de la viande? Quelles mesures a-t-on prises pour la conservation des ressources du Territoire en viande et pour la distribution de la viande?

Industrie

107. Quelles sont les principales industries et entreprises manufacturières dans le Territoire?

Quelles sont et d'où proviennent les principales matières premières utilisées par ces industries? Quels sont les principaux débouchés pour les produits de ces industries?

108. Quelles possibilités y a-t-il de développer les industries et l'artisanat locaux? Dispose-t-on de capitaux suffisants pour développer ces industries?

109. Quel est le développement actuel des entreprises industrielles en général, ou quels sont les projets envisagés à cet égard en faveur des autochtones? Dans quelle mesure prévoit-on une aide du Gouvernement?

110. S'il existe, dans quelle mesure le tourisme est-il susceptible de se développer?

Placements de capitaux

111. Quel était, au début de l'année, le montant des capitaux privés venant de l'extérieur investis dans le Territoire? Quel était leur montant à la fin de l'année?

112. Quelles sont la nature et l'importance des placements de capitaux étrangers dans le Territoire? Dans quelles entreprises sont-ils investis? D'où proviennent-ils (Autorité chargée de l'administration, institutions de placement ou de crédit d'autres gouvernements, capitalistes privés étrangers, institutions internationales de prêt, etc.)? Indiquer l'origine nationale de ces placements et si les bailleurs de fonds sont inscrits sur place ou à l'étranger.

Transports et communications

113. Décrire les installations et les services actuels dans les domaines suivants:

- a) Postes;
- b) Téléphones;
- c) Câbles et télégraphes;
- d) Radio;
- e) Routes, chemins muletiers et pistes;
- f) Chemins de fer;
- g) Transports aériens;
- h) Aéroports civils;
- i) Services météorologiques;
- j) Navigation maritime, installations portuaires et voies navigables intérieures.

Quels sont les projets ou les améliorations dont on a entrepris ou achevé la réalisation au cours de l'année écoulée en ce qui concerne la construction, l'entretien et l'exploitation des moyens de transports et de communications?

Indiquer à qui appartiennent les moyens de transport et de communication.

114. Etablit-on des distinctions entre les autochtones et les non-autochtones, en ce qui concerne l'utilisation, la propriété et l'exploitation des moyens de transport et de communication existants?

115. Par quels moyens de transport et de communication le Territoire est-il relié, ou envisage-t-on de le relier, à des points situés à l'extérieur? Quels sont les lois ou règlements applicables à ces services de transport et de communication extérieurs?

Travaux publics

116. Quels projets de travaux publics ont été entrepris, achevés ou prévus au cours de l'année écoulée autres que ceux décrits particulièrement par ailleurs?

G. Progrès social

Généralités

117. Quelles sont les institutions gouvernementales ou bénévoles ou les organisations tribales et communales qui prennent part à l'administration et à l'application des mesures d'assistance sociale? Comment ces institutions sont-elles organisées et comment leur action dans divers domaines est-elle coordonnée? Quels sont l'effectif et l'affectation du personnel occupé au service social? Quels sont les crédits affectés à l'assistance sociale sur les fonds publics?

118. Quels sont, d'une manière générale, les objectifs principaux, les mesures fondamentales, y compris les recherches, les principaux résultats obtenus au cours de l'année dans le domaine de l'assistance sociale aux habitants? Quelle législation sociale, autre que celle qui fait l'objet d'un examen particulier ailleurs, a-t-on promulguée au cours de l'année?

119. Indiquer, si possible, le pourcentage approximatif de la totalité des revenus consacrés actuellement à l'assistance sociale aux habitants. Indiquer, si possible, quelles sommes, parmi les fonds consacrés à l'assistance sociale, proviennent de contributions volontaires ou d'autres sources. Indiquer les plus importantes réalisations opérées dans les principaux domaines de l'activité économique qui ont pu affecter le niveau de vie de la population et indiquer les mesures prises pour élever ce niveau.

120. Quels problèmes particuliers le retour des hommes et des femmes démobilisés a-t-il provoqués? Exposer les mesures prises ou envisagées pour résoudre ces problèmes s'il en existe.

Conditions sociales

121. Exposer brièvement et de façon très générale la structure sociale et religieuse des différents groupes autochtones, et indiquer les privilèges et les restrictions qui caractérisent les membres de chacun de ces groupes. La loi reconnaît-elle ces distinctions, ainsi que les privilèges et les restrictions que la tradition ou les coutumes peuvent y attacher?

122. L'esclavage existe-t-il dans le Territoire? Dans l'affirmative, donner des détails sur les mesures de prévention et de répression. Existe-t-il un problème des affranchis ou de leurs descendants? Dans l'affirmative, exposer le problème et rendre compte des dispositions prises pour y remédier.

123. A-t-on des preuves de l'existence de pratiques analogues à l'esclavage, telles que l'achat d'enfants, sous le couvert de l'adoption, la servitude volontaire, en paiement d'une dette, les mariages d'enfants, etc.? Préciser le nombre de poursuites et de condamnations auxquelles on a procédé au cours de l'année pour des délits de cette sorte.

124. Quelles conditions et quelle réglementation régissent le libre déplacement de la population à l'intérieur et à l'extérieur du Territoire?

125. Donner tous les renseignements qui permettront de faire la lumière sur les conséquences économiques et sociales des changements et des déplacements de population.

126. Y a-t-il, dans le Territoire, un mouvement appréciable d'immigration étrangère (c'est-à-dire, étrangère à la population existante)? Dans ce cas, quelle est l'importance habituelle de cette immigration? Y a-t-il une immigration illégale? Dans l'affirmative, quelle est son importance? Y a-t-il des moyens auxquels on a recours pour consulter la population du Territoire sur le point de savoir si cette immigration est désirable?

127. Existe-t-il une restriction quelconque à l'immigration et à l'émigration de ressortissants d'Etats Membres des Nations Unies? Dans l'affirmative, pourquoi et dans quelle mesure?

128. Le vagabondage est-il considéré comme un délit? Dans l'affirmative, quelle en est la définition?

Niveaux de vie

129. Quelles études d'économie domestique ou quelles autres enquêtes sur le coût de la vie ont-elles été faites? Calcule-t-on et publie-t-on régulièrement des indices du coût de la vie? Rendre compte brièvement des méthodes employées.

130. Faire un exposé général des changements intervenus au cours des dernières années dans la consommation des principaux groupes de la population.

131. Quels changements sont-ils intervenus dans la nourriture, le vêtement, l'habitation et les niveaux de vie en général?

Condition de la femme

132. Quelle est, en général, la condition de la femme et qu'a-t-on fait au cours des dernières années pour améliorer cette condition?

133. Quelle est, d'après la législation, la capacité juridique de la femme (mariée ou non-mariée)? La femme est-elle responsable des dettes de son mari et vice versa?

134. Existe-t-il des professions dont les femmes soient exclues ou auxquelles leur accès soit limité en raison de leur sexe, par la coutume ou par la législation?

135. Dans quelle mesure les femmes profitent-elles des possibilités qui leur sont offertes de se préparer au service de l'Etat et d'y entrer?

Droits de l'homme et libertés fondamentales

136. La jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales est-elle garantie à tous les éléments de la population, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion, comme il est stipulé à l'Article 76 c) de la Charte des Nations Unies? Dans la négative, quelles mesures a-t-on prises pour protéger la population contre les mesures discriminatoires?

137. Quels sont les organismes officiels ou non-officiels permettant à l'opinion publique de

s'exprimer (presse, associations politiques, etc.) qui existent dans le Territoire?

138. Comment la liberté de la presse est-elle garantie? De quels journaux les autochtones, les non-autochtones ou le Gouvernement sont-ils propriétaires ou directeurs dans le Territoire? Quel est le tirage approximatif et l'influence de chacun d'eux? Quelles mesures régissent la liberté de la presse?

139. Quelles sont les dispositions prises dans la presse, la radiodiffusion, le cinéma et autres modes d'éducation et dans les services publics en général pour amener les habitants du Territoire à s'intéresser aux événements contemporains de portée locale ou internationale?

140. Quelles sont les organisations bénévoles locales les plus importantes dans les domaines culturel, social, politique ou de l'enseignement?

141. La liberté absolue de pensée, de conscience, d'exercice du culte et d'instruction est-elle garantie à tous les habitants?

142. A-t-on pris des mesures restrictives à l'égard de missionnaires ou d'activités missionnaires? Quelle aide financière les organismes publics ont-ils apportée à l'œuvre des missions, en particulier dans les domaines de la santé et de l'éducation? Quel est le nombre et quelle est la répartition locale des missionnaires, leur nationalité, les groupes religieux qu'ils représentent et le nombre de personnes qu'ils affirment avoir converties?

143. Quelles mesures l'administration locale a-t-elle prises pour protéger ou surveiller les religions autochtones? Des mouvements religieux autochtones se sont-ils manifestés? Dans l'affirmative, décrire ces mouvements et, si possible, indiquer les facteurs qui en sont la cause et les formes qu'ils ont prises. Quelles mesures l'administration locale a-t-elle prises en ce qui concerne ces mouvements?

144. Quels sont les règlements et les lois régissant les arrestations? Quelles sont les dispositions prévues pour protéger les intérêts des personnes arrêtées?

145. Quelles sont les garanties prévues pour l'exercice du droit de pétition?

146. Tous les éléments de la population sont-ils soumis aux mêmes lois en ce qui concerne la sécurité de leur personne et de leurs biens?

147. Dans quels cas a-t-on jugé nécessaire, dans l'intérêt de l'ordre public, d'imposer des restrictions à la liberté individuelle des habitants?

148. L'Autorité chargée de l'administration a-t-elle, au cours de l'année, apporté des restrictions, et dans quelle mesure, à la jouissance, par les ressortissants, sociétés et associations de Membres de l'Organisation des Nations Unies, du droit d'écrire, de faire des reportages, de rassembler et de transmettre des renseignements pour les diffuser à l'étranger, et de publier dans les mêmes conditions que les ressortissants, sociétés et associations relevant de l'Autorité chargée de l'administration?

Conditions et réglementation du travail

149. Quels sont les problèmes principaux en ce qui concerne la main-d'œuvre et les conditions de travail dans le Territoire?

150. Dans quelle mesure les conventions et les recommandations de l'Organisation internationale du Travail ont-elles été appliquées dans le Territoire¹?

151. Décrire brièvement la législation du travail du Territoire sous les rubriques suivantes:

- a) Contrats et sanctions;
- b) Relations entre employeurs et employés, en particulier droit d'association, conciliation et arbitrage;
- c) Rémunération, y compris les paiements en nature;
- d) Heures de travail, périodes de repos, congés et organisation des loisirs des travailleurs;
- e) Logement et conditions sanitaires du lieu de travail;
- f) Inspection des conditions de travail dans les lieux de travail;
- g) Inspection médicale avant l'embauche, pendant la période de travail et au congédiement, et assistance médicale aux travailleurs;
- h) Indemnités en cas d'accident et rétablissement de la capacité de travail;
- i) Travail des femmes, des adolescents et des enfants;
- j) Recrutement de main-d'œuvre pour le travail à l'intérieur et à l'extérieur du Territoire et mesures prises pour la protection des travailleurs ainsi recrutés;
- k) Restrictions éventuellement apportées aux mouvements des travailleurs à l'intérieur du Territoire;
- l) Laissez-passer de travail et livrets de travail, là où ils sont exigés;
- m) Formation des travailleurs, en particulier formation technique et apprentissage;
- n) Travail industriel à domicile.

152. Décrire l'organisation du département du travail, et indiquer ses fonctions, le nombre et la nature du personnel employé et les dispositions financières prises à son sujet.

153. Quelles sont les infractions aux lois et règlements sur le travail pour lesquelles des employeurs ont été accusés ou condamnés au cours de l'année?

Quelles sont les infractions aux lois et règlements sur le travail pour lesquelles des employés ont été accusés ou condamnés au cours de l'année?

154. Quelles méthodes autres que la législation emploie-t-on pour traiter les problèmes du travail et établir les normes admises (par exemple, politique suivie par le Gouvernement, encouragement des efforts privés, enquêtes sur les problèmes et l'organisation du travail, etc.)?

155. Donner un aperçu de l'état des relations industrielles pendant l'année, en signalant, notamment, l'évolution du syndicalisme, les efforts tendant à favoriser les négociations collectives, ainsi que la fréquence et les méthodes de règlement des différends dans l'industrie.

Le droit de grève est-il reconnu dans le Territoire et dans quelles conditions?

156. Dans quelle mesure les travailleurs se présentent-ils spontanément en nombre suffisant là où ils sont nécessaires pour faire face à la demande locale de main-d'œuvre? Quelles mesures a-t-on prises, le cas échéant, pour encourager l'offre spontanée de main-d'œuvre?

157. Si le recrutement de la main-d'œuvre dans le Territoire est effectué par l'administration ou par des organisations privées, donner des détails sur le nombre de travailleurs de chaque sexe qui ont été recrutés, la nature du travail pour lequel ils ont été recrutés et les conditions dans lesquelles le recrutement a lieu ainsi que les garanties dont celui-ci est entouré.

158. Quels sont les effets de l'absence des travailleurs sur la vie dans les villages? Quelles mesures prend-on pour remédier aux conséquences fâcheuses que pourrait avoir cette absence?

159. La loi prévoit-elle le travail obligatoire pour les travaux et services publics essentiels? Dans l'affirmative, dans quelles circonstances, pour quelle durée et à quelles conditions?

160. A-t-on procédé à un recrutement de main-d'œuvre en dehors du Territoire? Dans l'affirmative, qui a procédé à ce recrutement, et pour quel genre de travail et dans quelles conditions? Produire un modèle des divers genres de contrats utilisés.

Quelles mesures prend-on pour s'occuper de ces travailleurs à leur arrivée, répartir la main-d'œuvre entre les employeurs, veiller à ce que l'employeur remplisse ses obligations pendant toute la durée du contrat et assurer le rapatriement des travailleurs ou leur réengagement?

Ces travailleurs sont-ils astreints à résider dans des quartiers distincts, camps ou *compounds*? Leur présence dans le Territoire a-t-elle donné lieu à des difficultés avec les autochtones?

Ces travailleurs sont-ils encouragés à amener avec eux leur femme, et le font-ils? Sont-ils autorisés, s'ils le désirent, à s'établir dans le Territoire?

Indiquer la nationalité de ces travailleurs, le nombre de nouvelles arrivées, des rapatriements, des décès et le nombre total des travailleurs présents à la fin de l'année (hommes et femmes).

161. Les offres d'emplois dans le Territoire sont-elles suffisantes pour utiliser les services et les compétences de toutes les personnes en quête d'emploi?

162. Quelles dispositions a-t-on prises pour la formation du personnel spécialisé et professionnel nécessaire au progrès économique et social du Territoire?

163. Quelle aide fournit-on aux ouvriers effectuant des travaux manuels et non-manuels pour leur permettre de trouver un emploi convenable?

164. Dans quelle mesure les travailleurs quittent-ils le Territoire en quête d'emploi? Dans quelles conditions? Où se rendent-ils? Exposer brièvement les problèmes que pourraient créer

¹ Les réponses à cette question peuvent être faites sous forme de réponse aux questions qui suivent; elle peuvent aussi prendre la forme d'exemplaires ou d'extraits appropriés de rapports présentés à l'Organisation internationale du Travail.

de tels mouvements de travailleurs et les mesures prises pour y apporter une solution.

165. Le principe de rémunération égale pour un travail de valeur égale, en ce qui concerne les hommes et les femmes, est-il accepté dans le Territoire? Dans l'affirmative, quelles mesures a-t-on prises pour lui donner effet?

166. Quelles mesures a-t-on prises pour empêcher la discrimination, en matière d'emploi et de paiement des salaires et des traitements, pour des raisons de race, de nationalité, de religion ou d'appartenance à telle ou telle tribu?

167. L'endettement existe-t-il dans une mesure inquiétante chez les travailleurs salariés et les travailleurs appointés? Dans l'affirmative, quelles mesures prend-on pour y remédier?

168. Existe-t-il des organisations coopératives et notamment des coopératives de consommation, de production, de crédit et d'achat; quelles sont-elles, et qu'a-t-on fait pour en encourager le développement?

Santé publique

169. Expliquer l'organisation du service de santé, en exposant ses attributions, l'effectif et la nature de son personnel ainsi que les dispositions financières dont il fait l'objet, en établissant une distinction entre les services curatifs et préventifs.

170. Quelles améliorations a-t-on réalisées ou projetées au cours de l'année en ce qui concerne l'hygiène publique, l'enseignement de l'hygiène, l'alimentation et la salubrité?

171. Quels programmes de recherches est-on en train d'appliquer, a-t-on réalisés, mis en œuvre ou envisagés, dans ce domaine général, au cours de l'année?

Quelles lois intéressant l'activité médicale ou la santé publique et les questions connexes a-t-on promulguées au cours de l'année?

172. Dans quelle mesure l'Autorité chargée de l'administration collabore-t-elle avec les autres gouvernements, les organisations internationales, et, notamment, avec l'Organisation mondiale de la santé, pour prévenir et combattre les maladies? Quelles mesures a-t-on prises pour se conformer aux conventions sanitaires internationales ou aux autres accords internationaux relatifs à la santé?

173. Dans quelle mesure les statistiques de santé, d'épidémies, de natalité et de mortalité sont-elles satisfaisantes, et quelles mesures a-t-on prises, ou envisagé de prendre, pour améliorer ces statistiques?

174. Quelles mesures a-t-on prises pour s'assurer, sur toute l'étendue du Territoire, les services de médecins diplômés et autre personnel médical en nombre suffisant?

175. Quelles dispositions a-t-on prises, et de quelles facilités dispose-t-on, pour former, à l'intérieur et à l'extérieur du Territoire, des médecins, des assistants, des gardes-malades, des inspecteurs du service de santé, des préparateurs, des sages-femmes, des employés de laboratoires et du personnel divers tant dans les institutions publiques que dans les institutions privées? Ces

facilités, sont-elles, sans discrimination aucune, accessibles à tous les habitants?

176. Dans quelle mesure les praticiens autochtones non diplômés exercent-ils leur activité? Cette activité est-elle réglementée? Quelle est leur influence au regard de celle des médecins diplômés?

177. Classer et dresser la liste des principales maladies, en indiquant s'il s'agit d'épidémies ou de maladies endémiques. Quelle a été la fréquence de ces maladies dans le Territoire?

178. Existe-t-il des colonies de lépreux dans le Territoire? Dans l'affirmative, donner des détails.

179. En ce qui concerne le problème de la santé, quelles mesures a-t-on prises à l'égard de la prostitution?

180. Quelles mesures ont été prises ou projetées:

a) Pour améliorer l'instruction du public en matière d'hygiène;

b) Pour amener les autochtones à adopter des réformes dans le domaine de l'hygiène;

c) Pour augmenter la confiance des autochtones dans les services médicaux mis à leur disposition; et

d) Pour faire disparaître, le cas échéant, les pratiques autochtones dangereuses et nuisibles?

181. Quelles mesures, vaccination, inoculation ou autres, a-t-on prises dans le passé pour prévenir, guérir, enrayer et éliminer les maladies? Se préoccupe-t-on de coordonner l'action des missions officielles et des autres activités privées, tant en matière d'hygiène que de médecine préventive et curative?

182. Le cas échéant, quelles dispositions spéciales prévoit-on pour l'hygiène de la mère et de l'enfant? Existe-t-il, notamment, des cliniques prénatales, de maternité et d'hygiène de l'enfant? Dans quelle mesure les femmes en couches sont-elles soignées par des médecins, des gardes-malades, des assistants ou des sages-femmes? Quels sont les règlements relatifs à l'exercice de la profession de sage-femme?

Des mesures sont-elles prises pour donner des soins médicaux aux enfants d'âge pré-scolaire et aux écoliers?

Quel est le pourcentage des enfants qui reçoivent ces soins?

183. Indiquer les mesures alimentaires qui ont été appliquées, compte tenu, notamment, de toutes conventions ou résolutions internationales. Les enfants (et en particulier, les écoliers) bénéficient-ils d'une alimentation supplémentaire, et dans quelle mesure?

184. Quels sont les animaux, les oiseaux, les poissons et les plantes sauvages (fruits, racines, noix, etc.) utilisés pour l'alimentation? Quelles mesures les autorités ont-elles prises pour protéger, développer et augmenter ces sources alimentaires naturelles?

185. Dans quelle mesure dispose-t-on de services médicaux et hospitaliers pour le traitement des maladies tropicales les plus importantes et des maladies vénériennes?

186. Dans quelle mesure les facilités hospitalières sont-elles complétées par des postes de secours, des centres médicaux locaux, des cliniques, des groupes sanitaires mobiles, ou autres installations du même ordre? Indiquer le nombre d'installations de chaque catégorie qui sont administrées par le Gouvernement, par les missions ou par d'autres organismes privés?

Salubrité publique

187. Indiquer les méthodes employées dans les villes et villages pour disposer des excréments humains et animaux.

Indiquer dans quelle mesure les villes et les villages sont pourvus de latrines publiques et d'un système d'égouts.

Quel est le système d'adduction et d'inspection des eaux (public ou privé) existant dans les régions urbaines et rurales? Indiquer le nombre des sources, la proportion de la population desservie, les méthodes suivies pour l'inspection et l'analyse de l'eau, le nombre relatif des échantillons d'une qualité satisfaisante.

188. Indiquer les mesures en vigueur pour la désinfection des eaux stagnantes et la lutte contre les insectes et les animaux nuisibles à la santé.

189. Indiquer les mesures en vigueur pour l'inspection et le contrôle des produits alimentaires vendus au public, des marchés, des abattoirs, des puits, etc.

Stupéfiants

190. Quelle est la législation en vigueur en ce qui concerne la manufacture, la vente, l'importation, l'exportation, l'étiquetage et la distribution des stupéfiants et des produits pharmaceutiques?

191. La population du Territoire s'adonne-t-elle à l'usage des stupéfiants?

192. Indiquer le type et la quantité d'opium, de marihuana, et d'autres drogues nuisibles consommés au cours de l'année. Quelles mesures a-t-on prises pour réglementer le trafic et l'usage de ces drogues?

193. Indiquer, le cas échéant, quelles sont les conventions sur les stupéfiants applicables au Territoire.

Alcool et boissons fermentées

194. Indiquer le type et la quantité d'alcool et d'autres boissons fermentées importés, fabriqués et consommés?

Quelles mesures a-t-on prises pour réglementer l'importation, la production et la consommation de ces boissons dans l'intérêt de la population?

195. De quels droits sont frappés à l'importation: a) les spiritueux; b) les vins; c) la bière et les autres boissons fermentées?

Existe-t-il un degré d'alcool maximum pour les catégories b) et c)? Ces droits sont-ils plus élevés ou plus faibles que ceux qui sont appliqués dans les territoires voisins?

Population

196. Quelles sont les dispositions existantes en ce qui concerne l'établissement des statistiques de natalité et de mortalité? Quelles sont les dates des plus récents recensements de la population?

A quelle région et à quelle population le recensement s'est-il appliqué? Comment procède-t-on aux évaluations relatives aux chiffres de la population actuelle et quel degré de confiance convient-il de leur accorder?

Services sociaux

197. Dans quelle mesure les conventions et les recommandations de l'Organisation internationale du Travail et les autres conventions internationales relatives aux services sociaux ont-elles été appliquées au Territoire?

198. Quels services sont, le cas échéant, fournis ou projetés, en ce qui concerne les pensions de veuves, les pensions de retraite, les allocations de maternité, les assurances contre la maladie ou contre le chômage, l'assistance et les autres mesures de protection destinées aux habitants des deux sexes? Quels sont, pour chacune de ces prestations, l'étendue de la protection, le montant de l'allocation et les méthodes de financement et d'administration?

199. Quelles lois a-t-on promulguées au cours de l'année dans le domaine de l'assistance sociale?

200. Quels sont les objectifs d'avenir immédiat dans le domaine de l'assistance sociale?

201. Quelles autres activités sociales ont été entreprises au cours de l'année? Indiquer les nouveaux programmes introduits par le Gouvernement et par les institutions bénévoles et indiquer quelles mesures ont été prises pour le développement de ces activités.

202. Qu'a-t-on prévu, le cas échéant, pour venir en aide aux enfants orphelins, abandonnés ou délinquants?

Logement et urbanisme

203. Quelle est la situation générale du logement dans le Territoire, notamment en ce qui concerne les conditions du logement dans les agglomérations urbaines, dans les régions minières et les plantations?

204. Quelles lois a-t-on promulguées au cours de l'année, en ce qui concerne le logement et l'urbanisme?

205. Quels sont les services destinés à favoriser l'amélioration du logement?

206. Quels programmes de logement et d'urbanisme sont en voie d'exécution ou ont été terminés, entrepris ou projetés pendant l'année?

Organisation pénitentiaire

207. Comment est organisé le département qui s'occupe des divers types de prisons et institutions pénitentiaires et correctionnelles? Donner le nombre, les fonctions et la méthode de sélection et de formation des personnes qu'il emploie.

208. Quel est, en général, le régime des prisons et des institutions pénitentiaires et de redressement du Territoire, en ce qui concerne, notamment, la classification des prisons, les prisons de femmes, l'espace dont dispose chaque détenu, le régime alimentaire des prisonniers, l'hygiène, les services d'enseignement, les services médicaux et autres?

209. Emprisonne-t-on les jeunes délinquants? Existe-t-il pour eux des lois et des tribunaux spéciaux? Prend-on dans les institutions pénales, des dispositions spéciales à leur égard et lesquelles? Indiquer l'importance de la criminalité juvénile.

210. Une sentence d'emprisonnement peut-elle comporter tel ou tel genre de travail? Dans l'affirmative, pour quelle catégorie de détenus et pour quelle durée d'emprisonnement ce travail est-il prévu; quelle en est la nature et dans quelles conditions est-il effectué?

211. A quels genres de travaux les détenus sont-ils employés? Travaillent-ils en dehors de l'enceinte de la prison? Dans l'affirmative sont-ils employés par le Gouvernement ou par des particuliers? Quel est le système de surveillance, dans quelles conditions travaillent-ils et comment sont-ils rémunérés?

212. Dans quelles circonstances les prisonniers sont-ils envoyés dans des endroits éloignés, ou en dehors du Territoire, pour subir leur peine?

213. Inflige-t-on, dans les affaires criminelles, des peines autres que l'amende et l'emprisonnement et quelles sont-elles? Les condamnations sont-elles prononcées pour des périodes définies ou indéterminées? La loi prévoit-elle la condamnation à un châtiment corporel, à la résidence forcée et à la déportation? Dans l'affirmative, dans quelles conditions et dans quelles limites? Ces peines sont-elles applicables aux autochtones et aux non autochtones?

214. Quelle législation pénitentiaire a-t-on promulguée au cours de l'année?

215. Quels changements ou réformes a-t-on introduits pendant l'année dans le régime des prisons? Quelles réformes envisage-t-on dans un avenir immédiat?

216. Indiquer le caractère de la discipline pénitentiaire et les méthodes qu'elle emploie.

217. Par quels moyens, les personnes condamnées à l'emprisonnement peuvent-elles être élargies avant l'expiration de leur peine? Indiquer les privilèges spéciaux pouvant être acquis par les prisonniers et la mesure dans laquelle ces privilèges peuvent influencer sur leur vie après leur élargissement?

218. La mise en liberté sous surveillance existe-t-elle?

H. Situation de l'enseignement

Généralités

219. Quels sont les principaux objectifs de la politique en matière d'enseignement?

220. Quels sont les systèmes d'éducation et les programmes scolaires en vigueur dans l'enseignement public et privé?

221. Décrire l'organisation du département de l'éducation en indiquant ses rapports avec les autres organismes s'occupant d'enseignement. Indiquer le nombre et la catégorie des personnes employées et les dispositions financières dont elles font l'objet.

222. Quelles ont été les lois et autres mesures votées au cours de l'année en ce qui concerne l'enseignement?

223. Quels programmes des constructions scolaires sont en cours d'exécution, ont été commencés, terminés, ou prévus pendant l'année? Dans quelle mesure les écoles sont-elles pourvues d'un équipement convenable et adéquat?

Ecoles et programmes

224. A quelles règles et à quelles autorisations sont soumis la fondation et le fonctionnement des écoles privées?

225. A quelles conditions les écoles privées peuvent-elles recevoir des subventions? Sur quoi se fonde-t-on pour les accorder?

226. D'une façon générale, quelle est la portée du programme d'études dans chaque type d'école et de quelle manière est-il adapté aux besoins locaux et aux objectifs fondamentaux de la politique suivie en matière d'instruction? Dans la mesure du possible donner des précisions sur le programme, pour chaque classe et chaque niveau, des diverses catégories d'écoles.

227. Les programmes prévoient-ils l'enseignement d'une langue européenne et, dans ce cas, jusqu'où va cet enseignement? Préciser à quels degrés de l'enseignement on emploie, pour les besoins de l'instruction, d'autres langues que les langues européennes. Spécifier les cas où les autochtones doivent apprendre une autre langue autochtone pour continuer leurs études. Se sert-on d'une *lingua franca*.

228. Quelles installations, dans le Territoire, et quelles facilités, à l'étranger, a-t-on prévu pour permettre aux deux sexes de suivre un enseignement supérieur et qu'a-t-on fait pour faire face aux besoins locaux?

Elèves

229. Si possible, donner un croquis du Territoire montrant la répartition des diverses catégories d'écoles et le nombre des élèves qui les fréquentent dans chaque région, en fonction de la densité de la population.

230. Si les écoles sont payantes, qu'a-t-on prévu, le cas échéant, pour ceux qui ne peuvent payer les frais de scolarité? Quelles dispositions ont été prises pour le transport des élèves qui demeurent loin de l'école? Qu'a-t-on prévu, le cas échéant, pour l'éducation physique des écoliers, les soins médicaux à leur donner, les repas à l'école et le contrôle de la valeur diététique de ces repas? Existe-t-il des bourses ou autres formes d'aide dont puissent bénéficier les élèves qui fréquentent les diverses classes et les différents types d'écoles?

Corps enseignant

231. Quels sont les titres professionnels des maîtres, autochtones ou non-autochtones? Dans quelle mesure leur nombre répond-il aux besoins, et qu'a-t-on prévu pour le recrutement et la formation professionnelle des maîtres dans le Territoire et à l'étranger? Comment est accordée la licence d'enseignant?

232. Donner les barèmes des traitements afférents à chaque classe de maîtres, et, le cas échéant, à chaque catégorie.

233. Existe-t-il des associations ou des organisations des membres du corps enseignant? Font-elles paraître des journaux ou des bulletins?

Education des adultes et de la communauté

234. Donner une esquisse des programmes d'instruction des adultes et d'instruction des masses qui ont été préparés pour le Territoire. Envisagent-ils l'utilisation de la radiodiffusion, des films, des publications et des autres moyens de diffusion aux masses? Quelles ont été jusqu'à ce jour les réalisations pratiques?

235. Y a-t-il un plan de lutte contre l'analphabétisme, et, le cas échéant, a-t-on pris des dispositions en vue de la participation des institutions internationales appropriées aux campagnes contre l'analphabétisme? Quel est le pourcentage d'illettrés suivant l'âge, le sexe et la race?

236. Quels efforts ont été tentés par l'Autorité chargée de l'administration, ou par l'initiative privée, pour accroître la quantité des publications dont peuvent disposer les habitants instruits, en langue autochtone, ou en d'autres langues? Quelle est la politique suivie en ce qui concerne l'établissement d'une langue commune?

237. Quelles langues autochtones ont été normalisées et établies sous forme écrite? Indiquer les mesures qui sont prises pour continuer les travaux dans ce domaine, lorsqu'on les juge nécessaires?

238. Quelles mesures ont été prises pour développer les activités intellectuelles et culturelles chez les peuples autochtones, en ce qui concerne la presse, la littérature, l'art et la recherche scientifique, et pour créer un sentiment de dépendance mutuelle?

239. Combien y a-t-il de bibliothèques dans le Territoire? Préciser pour chacune, le nombre de volumes, leur circulation, et les droits de prêt, le cas échéant. Existe-t-il des bibliothèques ambulantes?

240. Quels efforts ont été faits pour utiliser les services d'anciens mobilisés instruits, hommes ou femmes, afin de répandre l'instruction?

241. Quelles mesures ont été prises pour sauvegarder, entretenir, et encourager l'art et la culture autochtones: musique, danse, folklore, travaux artisanaux, etc.? Énumérer et décrire brièvement les sociétés et les organisations culturelles, s'il en existe, qui s'intéressent à cette activité.

Combien existe-t-il de théâtres et de cinémas?

242. Y a-t-il des expéditions archéologiques à l'œuvre dans le Territoire? Quelles sont les dispositions principales réglant leurs activités et découvertes, spécialement en ce qui concerne l'enlèvement des objets du Territoire? Quelles mesures ont été prises pour défendre et protéger les lieux, zones et pièces archéologiques?

243. Quelles mesures a-t-on prises pour défendre et protéger les espèces vivantes de la flore et de la faune ayant une importance esthétique ou scientifique? Spécifiez et décrivez brièvement, le cas échéant, quels musées ou parcs sont entretenus.

I. Publications

244. Fournir des exemplaires des textes de lois et règlements généraux concernant le Territoire sous Tutelle, émanant de l'Administration

locale ou de la métropole, et parus au cours de l'année.

J. Recherches

245. Sous chacune des rubriques suivantes, indiquer les facilités locales, l'aide venant de l'extérieur, les résultats, les faits récents et les programmes d'avenir:

a) Services de base: relevés du terrain, prospections géologiques, statistiques démographiques, études météorologiques, etc.

b) Recherches technologiques: médecine, agriculture, industrie, etc.

c) Etudes sociologiques: économie, droit, instruction, etc.

Le Territoire possède-t-il un département d'anthropologie, s'est-il assuré les services d'un anthropologue officiel? Dans l'affirmative, indiquer comment le travail est organisé, les tâches à accomplir et les résultats obtenus. Sinon, quelles autres dispositions ont été prévues pour organiser une recherche continue et systématique portant à la fois sur les traditions et sur l'évolution de la vie sociale, politique, religieuse et économique des autochtones par des savants spécialisés dans les sciences sociales?

K. Suggestions et recommandations

246. Qu'a-t-on fait pour donner effet aux suggestions et recommandations du Conseil de tutelle et de l'Assemblée générale?

L. Résumé et conclusions

247. Bref résumé des principaux événements et réalisations de l'année, en ce qui concerne les fins essentielles du régime de Tutelle, tels qu'elles sont énoncées dans la Charte des Nations Unies. Dans le présent chapitre, l'Autorité chargée de l'administration devra donner son opinion sur les progrès accomplis dans les domaines économique, politique, social et de l'instruction, en précisant quels sont les problèmes non résolus et les buts à atteindre dans l'avenir.

Apprécier l'état de l'opinion publique dans le Territoire en tenant compte tout particulièrement de ses réactions devant les événements locaux et les événements mondiaux.

ANNEXE STATISTIQUE

I. Population

Tableaux embrassant la dernière période quinquennale et relatant autant que possible, selon le sexe et les différents groupes ethniques et raciaux:

A. Les rythmes, passés et actuels, de l'accroissement de la population.

B. Les taux de naissance et de décès (en particulier la mortalité infantile), la probabilité de vie moyenne et les perspectives d'accroissement de la population.

C. La répartition de la population par occupations et par degré d'instruction.

D. La densité et la répartition de la population dans des régions déterminées.

E. Les migrations de la population.

II. Structure administrative

Tableaux et schémas indiquant, pour chaque service de l'Administration territoriale, les postes et les traitements (supérieurs et subalternes, à l'exclusion, toutefois, des emplois inférieurs ou temporaires) prévus au budget ainsi que le nombre de postes de chaque catégorie répartis selon la race et le sexe.

III. Administration judiciaire et pénitentiaire

Tableaux indiquant:

A. Les principaux délits ayant donné lieu à des poursuites ou des condamnations individuelles ainsi que les peines infligées.

B. Pour chaque prison ou établissement pénitentiaire, le nombre total des personnes incarcérées, réparti par sexe et groupe ethnique, le nombre moyen des détenus, le nombre des cellules et des quartiers, l'espace en mètres cubes dont dispose chaque détenu pendant les heures de sommeil.

C. Le régime alimentaire des détenus.

IV. Finances publiques

Tableaux comparatifs donnant le détail des différents postes des recettes et des dépenses pour une période de cinq ans, y compris l'année couverte par le rapport, ainsi que les prévisions pour l'année suivante.

V. Impôts

Tableaux indiquant le taux des impôts directs par localité, lorsque ces taux varient d'une localité à l'autre.

VI. Commerce

Tableaux indiquant, pour les cinq dernières années, y compris l'année couverte par le rapport:

A. Le volume total du commerce, y compris:

1) Les importations et réexportations de lingots d'or et d'espèces;

2) En cas d'importations, les importations commerciales et gouvernementales;

3) En cas d'exportations, les exportations et les réexportations.

B. Les principales importations, classées par valeur et pays d'origine, ainsi que le pourcentage de chaque importation par rapport à la valeur du total des importations.

C. Les principales exportations classées par valeur et pays destinataire ainsi que le pourcentage de chaque exportation par rapport au total des exportations.

D. Le détail des réexportations et du commerce de transit, y compris les taxes de transit.

E. Les barèmes des droits de douane applicables aux importations et aux exportations.

VII. Entreprises et établissements commerciaux

A. Nombre des établissements industriels et commerciaux constitués et des entreprises dans les régions urbaines et agricoles.

B. Nombre des sociétés coopératives, des unions de crédit (de consommateurs, de consom-

mateurs agricoles, de commerce agricole, de laiterie, de crédit, de logement et autres) et nombre de leurs adhérents.

VIII. Logement

A. Nombre d'habitations (en centaines) et nombre de personnes par pièce dans les régions urbaines.

B. Nombre d'habitations dont la construction a été commencée et terminée dans l'année.

IX. Production

A. Agriculture

1) Tableau indiquant la superficie consacrée aux différentes cultures et la production totale dans chaque catégorie, en quantité et en valeur.

2) Tableaux indiquant le nombre de têtes de bétail par catégories principales.

B. Mines

1) Tableau indiquant les principales exploitations minières et la production totale de chacune, en quantité et en valeur.

2) Tableau indiquant le nombre des mines, les principaux minerais extraits, le nombre des travailleurs employés, la quantité de minerai extrait par travailleur.

C. Industrie

Tableau des principales industries indiquant, pour chaque catégorie, le nombre d'établissements et de travailleurs, répartis par sexe et par race et la production totale, en quantité et en valeur.

D. Pêcheries

Tableau indiquant le nombre des bâtiments de pêche à but commercial, les espèces, les quantités et la valeur des poissons et des coquillages formant le produit de la pêche.

E. Autres

X. Main-d'œuvre

Tableaux indiquant pour les cinq dernières années:

A. Pour chacune des principales industries ou groupes d'industries (agriculture, mines, industries secondaires [industrie de transformation, bâtiment, etc. . . .], transports et communications, administrations publiques, commerce et professions libérales, services domestiques, divers) et, chaque fois qu'il sera possible, pour chacune des principales catégories:

1) Le nombre de travailleurs occupés, indiquant séparément le nombre des employés et des ouvriers salariés;

2) Si possible, le nombre des travailleurs occupés loin de leur domicile, classés selon la durée de leur absence du domicile;

3) Le taux moyen des salaires horaires, journaliers, hebdomadaires ou correspondant à d'autres périodes usuelles;

4) Le nombre moyen des heures effectives de travail par jour et par semaine, distinguant, si possible, entre les heures normales et les heures supplémentaires;

5) Si possible, les gains hebdomadaires moyens;

6) Le système de rations en vigueur lorsque des rations alimentaires fournies par l'employeur font partie de la rémunération;

7) Le nombre des accidents dans l'industrie, en distinguant les accidents mortels des autres;

8) Le nombre des cas de maladie ou de décès provoqués par des maladies professionnelles dans chaque industrie ou emploi (par exemple, les mines), dans lesquelles lesdites maladies sont assez répandues;

9) Le nombre et la durée des conflits industriels et le nombre des travailleurs intéressés.

Fournir, séparément, s'il y a lieu, les chiffres relatifs aux hommes et aux femmes, aux adultes et aux mineurs.

Dans les cas où il existe des différences sensibles entre les différents groupes ethniques, en ce qui concerne leur répartition par industrie ou métier, le taux des salaires et les autres renseignements indiqués ci-dessus, donner, autant que possible, des chiffres distincts pour les principaux groupes ethniques dont il s'agit.

B. Le nombre de travailleurs en chômage classés selon leur dernier emploi ou leur emploi normal. (On entend par "travailleur en chômage", une personne qui vit normalement de son emploi et qui ne travaille pas effectivement au moment où les statistiques sont dressées, mais qui est à la recherche d'un travail et serait, le cas échéant, en mesure de prendre le travail qui lui serait offert.)

XI. Coût de la vie

Tableaux indiquant la moyenne des prix de détail des principales denrées alimentaires ou autres articles de consommation ou d'usage courants. Si possible, donner l'indice des prix de détail pondéré selon la moyenne des dépenses de consommation.

Dans le cas où il existe une différence sensible entre les prix payés par les différents groupes ethniques ou leurs régimes de consommation, il conviendrait de donner, autant que possible, des chiffres séparés pour chacun des principaux groupes intéressés.

XII. Santé publique

Tableaux indiquant:

A. Le nombre des médecins, chirurgiens et dentistes inscrits, appartenant ou non à l'administration, de sages-femmes autorisées à pratiquer, d'infirmières diplômées, d'assistants, d'inspecteurs d'hygiène, de travailleurs de laboratoire et autre personnel du service médical, dentaire et sanitaire, répartis selon le sexe et la race.

B. Le nombre des hôpitaux d'Etat, d'hôpitaux privés et d'hôpitaux de missions, des dis-

pensaires ambulants et autres établissements médicaux, classés par catégories.

C. Pour chaque hôpital, le nombre des salles et des lits, y compris ceux du service chirurgical, l'effectif du personnel médical qualifié, le nombre des malades hospitalisés et consultants, et le nombre des visites d'inspection effectuées par l'administration. Dans ce tableau, faire la distinction entre Européens et non-Européens.

D. Pour chaque clinique ou centre médical, indiquer l'effectif du personnel médical et le nombre des malades.

E. Les maladies soignées dans les hôpitaux ou centres médicaux avec indication du nombre des malades guéris et non guéris, ainsi que des décès, dans chaque circonscription administrative, et pour chacune des principales maladies, avec indication de l'âge, du sexe et de la race des malades.

F. Le nombre et la nationalité des missionnaires exerçant une activité médicale dans le Territoire.

G. Les sociétés de missionnaires exerçant une activité médicale dans le Territoire et le montant des subventions ou des allocations gouvernementales.

XIII. Instruction

Tableaux indiquant:

A. Toutes les écoles d'Etat, les écoles assistées ou non par l'Etat, les écoles de missions et autres écoles privées, classées par genre d'enseignement (primaire, secondaire, professionnel, ou d'un niveau plus élevé, etc.).

B. Le nombre des enfants d'âge scolaire, réparti par âge, sexe, race et religion; le nombre d'enfants fréquentant les écoles; le nombre d'enfants inscrits aux établissements d'enseignement élémentaire, secondaire, technique et d'un niveau plus élevé; le nombre d'étudiants suivant à l'étranger les cours d'universités ou d'établissements ouvrant l'accès aux professions libérales.

C. L'effectif du personnel enseignant dans chaque type d'école (élémentaire, secondaire, technique et institution supérieure) classé par race, sexe et matières enseignées.

D. Indiquer la proportion des dépenses consacrées à l'instruction publique, avec une analyse succincte du budget de l'enseignement, en faisant ressortir les crédits affectés aux écoles élémentaires, secondaires, techniques, et d'un niveau plus élevé, aux écoles de l'Etat, ainsi qu'aux écoles des missions et autres écoles privées, aux bâtiments scolaires, au traitement du personnel enseignant, aux publications, bibliothèques, musées et autres dépenses en matière d'éducation.

E. Le nombre, la nationalité et la confession des missionnaires exerçant dans le Territoire une activité en matière d'enseignement.

F. Les sociétés de missionnaires exerçant une activité en matière d'enseignement et le montant des subventions et allocations gouvernementales.